

*Questions orales*

La question que je pose au ministre des Finances est très simple: maintient-il toujours les projections et les conclusions qui figurent dans son budget, alors que tout indique que ces projections quant aux taux d'intérêt ne sont pas du tout réalistes?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, les projections quant aux taux d'intérêt en ce qui concerne le déficit pour l'année financière 1990-1991 visent cette année financière là laquelle ne débutera que dimanche prochain. Nous disposerons donc de 12 mois pour voir les conséquences de notre politique des taux d'intérêt.

Ce que le gouverneur de la Banque du Canada a dit hier, c'est qu'il était déterminé à maintenir une politique propre à juguler l'inflation. Quand ce sera chose faite, nous assisterons à la baisse des taux d'intérêt. Voilà qui est tout à fait compatible avec ce que j'ai déclaré en public et ce qui figure dans les documents budgétaires.

[Français]

**M. Douglas Young (Gloucester):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Il doit reconnaître que les perspectives et les indicateurs économiques qui étaient contenus dans son Budget sont évidemment faux. Je veux poser la question suivante au ministre des Finances: Étant donné que presque tout le monde s'accorde pour dire que ses projections au niveau des taux d'intérêt, qu'on doit connaître dans ce pays durant l'année qui suit, dans les prochains 12 mois, ne sont pas réalistes, est-ce qu'il prétend toujours que les conclusions de son Budget sont justes et reflètent la réalité?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Absolument, monsieur le Président. J'estime que les projections qui figurent dans le budget sont tout à fait réalistes. Ainsi que je l'ai déclaré à ce moment-là, elles sont compatibles avec celles élaborées par un groupe d'économistes du secteur privé. Nous consultons ce groupe de façon régulière. Pour autant que je me souviens, nos projections de l'année dernière étaient supérieures de 0,10 p. 100 à la moyenne établie par un groupe d'économistes du secteur privé. Comme je l'ai dit tantôt, nous avons encore toute une année devant nous. N'allons pas tirer de conclusions trop hâtives.

J'invite le député à se reporter à l'année 1986, à l'époque où des députés libéraux posaient des questions analogues. Sauf erreur, les projections pour ce qui est des taux d'intérêt atteignaient 9,5 p. 100. Les taux d'intérêt à cette époque étaient d'environ 12 p. 100. En fait, nous avons obtenu un taux moyen de 9,1 ou 9,2 p. 100. Nous avons donc encore 12 mois devant nous.

**M. Douglas Young (Gloucester):** Monsieur le Président, revenons un an en arrière. À ce moment-là, le ministre prévoyait que les taux d'intérêt s'élèveraient aujourd'hui à environ 10 p. 100.

Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que sa politique de taux d'intérêt élevés n'a pas jusqu'à maintenant réussi à maîtriser l'inflation aussi bien qu'il l'avait espéré et qu'il allait avoir besoin de taux de chômage plus élevés pour réussir, comme il a promis de le faire en 1990. Le ministre lui-même a prévu dans son document budgétaire une hausse du taux de chômage au Canada au cours des douze prochains mois et le ralentissement du taux de croissance économique. Je voudrais par conséquent demander au ministre des Finances si son gouvernement va permettre au gouverneur de la Banque du Canada de satisfaire à son obsession, lui qui veut éliminer toute trace d'inflation et mener le pays à la récession? Est-ce le but que vise la politique du gouvernement?

• (1420)

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, si les députés de ce côté-ci de la Chambre ont une obsession, c'est celle d'éviter les problèmes que nous avons connus à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

Je rappellerai au député que, à l'époque, le gouvernement au pouvoir, soit le parti qu'il appuie, a fait l'autruche et n'a pas tenu compte du problème que posait l'inflation. Il a laissé le taux d'inflation grimper de cinq à six, à huit, à dix, puis à 13 p. 100. Cela a provoqué la flambée des taux d'intérêt au début de 1981 et en 1982. Ce sont ces taux d'intérêt élevés qui ont provoqué la crise de 1982.

Nous voulons éviter ce problème. Nous avons tous tiré une leçon très pénible de cette expérience. Nous ne sommes pas près d'oublier cette leçon et nous voulons régler le problème de l'inflation dès aujourd'hui afin d'éviter les difficultés que nous avons connues à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

\* \* \*

[Français]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

**L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre sait à quel point la Pologne désire être associée aux décisions prochaines concernant en particulier une éventuelle unification de l'Allemagne. Je pense que le ministre admettra que ce n'est pas sans raison, car pendant trop longtemps leur destin fut déterminé sans eux. Est-ce que le gouvernement canadien est prêt à utiliser de toute son influence pour s'assurer que les frontières actuelles de la Pologne seront intégralement respectées?